

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ICPE n° 9600330

**Arrêté du 15 MAI 2020**  
**prescrivant la mise en place de servitudes d'utilité publique**  
**sur les parcelles où sont enfouies les conduites de pompage des eaux de refroidissement (zone 5) de**  
**l'ancienne centrale thermique EDF sur le territoire de la commune d'Albi**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- Vu** le Code de l'Urbanisme ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020, portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Michel LABORIE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1989 autorisant EDF à exploiter une centrale thermique sur le site Pélissier à ALBI ;
- Vu** l'article L. 515-12 du code de l'environnement prévoyant la possibilité d'instaurer les servitudes d'utilité publique prévues aux articles L. 515-8 à L. 515-11 sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation, sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation ;
- Vu** les articles R. 515-31-1 à R. 515-31-7 du code de l'environnement, concernant les dispositions applicables aux installations susceptibles de donner lieu à servitudes d'utilité publique ;
- Vu** le courrier du 25 septembre 2006 par lequel la Société EDF a notifié à Monsieur le Préfet du Tarn l'arrêt définitif de la centrale thermique d'Albi au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ;
- Vu** le dossier de mise à l'arrêt définitif de ses installations adressé le 27 septembre 2008 en préfecture par EDF décrivant les opérations de mise en sécurité du site à la fois pour les ICPE et également pour les autres installations susceptibles de présenter des risques pour les personnes ou l'environnement ;

- Vu** le rapport final BURGEAP – Diagnostic initial de pollution des sols au niveau des zones 1 et 5 – réf. RT0.272/A.15968/CTOZ081670 du 6 janvier 2009 ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2011 encadrant les opérations de déconstructions des bâtiments, déterminant les mesures de mise en sécurité des installations et définissant les études à réaliser en vue de la réutilisation du site de la centrale thermique ;
  - Vu** l'étude historique documentaire et mémorielle, étude de vulnérabilité, investigation des milieux sols, eaux souterraines et eaux superficielles, interprétation de l'état des milieux – dossier ERG Environnement réf. 15MES158GaENVMBuBT du 21 mai 2018 ;
  - Vu** le procès verbal de constatation de réalisation des travaux de réhabilitation établi le 23 septembre 2019 par l'inspection des installations classées, en application des dispositions de l'article R 512.39.3 III du Code de l'environnement confirmant la bonne exécution des travaux de réhabilitation fixé dans l'arrêté préfectoral susvisé ;
  - Vu** l'absence d'avis de la DDT du Tarn dans le délai imparti ;
  - Vu** la communication du présent projet au maire et au demandeur en date du 22 octobre 2019 ;
  - Vu** l'avis du conseil municipal d'Albi, propriétaire des terrains, en date du 25 novembre 2019 ;
  - Vu** l'avis de l'ancien exploitant, EDF, en date du 14 novembre 2019 ;
  - Vu** le rapport du 16 décembre 2019 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, relatif à l'institution de servitudes d'utilité publique au niveau de l'ancienne centrale thermique EDF et spécifiquement au niveau de l'ancien parc à cendres de Pélissier ;
  - Vu** l'avis favorable émis par les membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Tarn lors de sa séance du 26 février 2020 ;
- Considérant** que les diagnostics approfondis, travaux et études complémentaires ont permis d'apprécier les risques susceptibles d'être générés par les substances liées aux activités de l'ancienne centrale thermique rejetées sur les sols, dans les eaux de surface et souterraines, sur la santé humaine et sur les eaux en aval du site sur la zone 5 et la zone étendue ;
- Considérant** que les parcelles ne sont concernées uniquement par la présence dans les sols de conduites de pompage des eaux de refroidissement ;
- Considérant** que les contrôles réalisés au droit de la zone 5 ont permis de conclure en l'absence de pollution significative dans les sols ;
- Considérant** que les teneurs mesurées dans les eaux souterraines en arsenic, fer, manganèse, sulfate, ammonium en aval de la centrale et en amont de la zone 5 peuvent remettre en cause les usages de l'utilisation des eaux souterraines au droit de la zone 5 ;
- Considérant** qu'il convient afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises et la surveillance de cette zone ;
- Considérant** que l'utilisation de l'eau doit être limitée aux usages définis compte tenu des pollutions résiduelles identifiées et qu'il convient de mettre en place des servitudes d'utilité publique pour rendre pérennes les restrictions d'usages ;
- Considérant** que le préfet peut fixer, par arrêté préfectoral pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup> - PARCELLES CONCERNÉES**

Les servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles cadastrées section EI n°102, 103, 104, 98 et 158 et EH n°144 du territoire de la commune d'ALBI au droit desquelles sont présentes dans les sols des conduites de pompage des eaux de refroidissement de la centrale Thermique d'Albi par la société EDF sis Avenue de Pélissier à ALBI, dont le siège social est Centre de post-exploitation – 16 allée Marcel Paul, 77360 VAIRES-SUR- MARNE.

La délimitation des parcelles EI n°102, 103, 104, 98 et 158 et EH n°144 concernées par les présentes servitudes est précisée par le plan en annexe 1.

Ces servitudes sont destinées à assurer la pérennité des restrictions d'usages du site concerné, et la protection des personnes en cas d'occupation des terrains.

### **Article 2 - SERVITUDES DE RESTRICTION D'USAGES**

Tout usage est autorisé sur les parcelles décrites ci-avant, y compris les usages de promenade et cultures.

### **Article 3 - LEVÉE DES SERVITUDES**

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou d'études particulières, et après instruction du dossier par les autorités compétentes.

### **Article 4 - SERVITUDE DE RESTRICTION D'USAGE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'utilisation des eaux souterraines au droit du site à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, de consommation animale ou d'irrigation est interdite.

### **Article 5 - SERVITUDE D'ACCÈS**

Le propriétaire devra veiller à protéger l'intégrité des piézomètres implantés sur le site visés par le programme de surveillance prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2011 (programme pouvant évoluer avec l'accord de l'inspection) et en laisser libre accès au responsable du dispositif de surveillance, à toute personne que celui-ci aura mandatée pour la réalisation des analyses ou l'entretien des ouvrages ainsi qu'aux personnes chargées du contrôle de cette surveillance.

### **Article 6 - CESSIION**

En cas de cession, le vendeur doit informer l'acquéreur de l'état, des dangers et des inconvénients du site dans les conditions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement, et notamment de l'existence de servitudes d'utilité publique.

### **Article 7 - ENREGISTREMENT AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE**

Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un enregistrement au Service de la publicité foncière.

### **Article 8 - PLAN LOCAL D'URBANISME**

Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques. Une ampliation du présent arrêté sera portée à connaissance du maire d'Albi pour être intégrée au Plan Local d'Urbanisme.

**Article 9 – PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée et un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté est aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 10 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la maire d'Albi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDF.

**Article 11 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Albi, le 15 MAI 2020

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

Michel LABORIE



## Plan parcellaire de la zone 5



